

Carte blanche: interdire les robots tueurs avant qu'il soit trop tard

Alors que la Belgique prend la présidence des discussions internationales sur les « systèmes d'armes létales autonomes », 15 organisations appellent à une réflexion sur les implications humaines de ces armes et à les bannir de l'arsenal.



Reuters

Par Agir pour la Paix, Amnesty International, BePax, CNAPD, CNCD-11.11.11, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité (GRIP), Handicap International Belgique, Human Rights Watch (EU office), Liga voor Mensenrechten, Ligue des Droits Humains, Pax Christi Vlaanderen, Vrede vzw, Vredesactie, Vrouwenraad11.11.11

Le 4/05/2021 à 11:17

Les robots tueurs, ou « systèmes d'armes létales autonomes » dans le jargon officiel de l'ONU, sont des armes censées sélectionner, attaquer et tuer des cibles sans aucun contrôle humain. De telles armes n'existent pas encore aujourd'hui. Mais la rapidité des progrès technologiques et les recherches menées par certaines superpuissances militaires concernant le potentiel de ces armes indiquent que ce n'est qu'une question de temps avant que ces armes deviennent opérationnelles.

Ceci est problématique à plusieurs titres. Comment un robot pourrait-il respecter le droit international humanitaire ? Et surtout, en ces temps de conflits asymétriques, comment pourrait-il distinguer les combattants de la population civile ? L'utilisation de robots tueurs pose également un problème juridique majeur : à qui incombera la responsabilité devant la loi si les choses tournent mal ? Plusieurs autres complications se profilent également à l'horizon : le développement de robots tueurs créerait une nouvelle

forme de course aux armements ; le seuil à partir duquel les parties en conflit s'engagent dans la violence diminuerait ; la vitesse croissante de la guerre provoquerait d'inévitables accidents. Et que penser de l'utilisation potentielle de robots tueurs contre leurs propres populations par des régimes peu soucieux des droits humains ? C'est pourquoi 66 % des Belges ont indiqué dans un récent sondage qu'ils étaient contre l'utilisation de robots tueurs. Une grande majorité de répondants (67 %) a déclaré qu'il était totalement immoral de laisser la décision de la vie ou de la mort à une machine.

Faire machine arrière est encore possible

Il n'est heureusement pas trop tard pour arrêter cette évolution. Un traité international qui interdit les robots tueurs à titre préventif et assure un contrôle humain adéquat sur tous les autres systèmes d'armes doit être en mesure de garantir que la dignité humaine n'est pas compromise. C'est précisément en faveur de cela que plaide la Campagne contre les robots tueurs, une coalition internationale de 172 organisations réparties dans 65 pays, depuis 2012. La coalition est soutenue dans son appel par plus de 4.500 scientifiques, 26 lauréats du prix Nobel de la paix et le Secrétaire général de l'ONU.

Sous cette pression sociétale croissante, un groupe d'experts a été créé en 2014 au sein de la Convention des Nations unies sur certaines armes conventionnelles afin d'étudier ces systèmes d'armes. Les experts y discutent de la possibilité d'une interdiction internationale des robots tueurs. Pourtant, après plus de 6 ans, pratiquement aucun progrès n'a été réalisé. Des superpuissances militaires et des pays technologiquement forts ne veulent en effet rien savoir d'une interdiction et préfèrent donc s'en tenir à une déclaration d'intention politique. Pourtant, le soutien à une interdiction augmente et une majorité de la communauté internationale s'est déjà exprimée en faveur d'un traité.

LIRE AUSSI

Peu coûteux et efficaces, les drones font entrer la guerre dans une nouvelle ère
([https://plus.lesoir.be/354236/article/2021-02-10/peu-couteux-et-efficaces-les-drones-font-entrer-la-guerre-dans-une-nouvelle-ere?](https://plus.lesoir.be/354236/article/2021-02-10/peu-couteux-et-efficaces-les-drones-font-entrer-la-guerre-dans-une-nouvelle-ere?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%259)

[referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%259](https://plus.lesoir.be/354236/article/2021-02-10/peu-couteux-et-efficaces-les-drones-font-entrer-la-guerre-dans-une-nouvelle-ere?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%259)

La Belgique peut jouer un rôle important

Les choses bougent en Belgique aussi. Notre pays a en effet la réputation d'être un pionnier dans le domaine du désarmement humanitaire. Il a d'ailleurs été le premier pays au monde à interdire les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions et a donc une vraie réputation au niveau international. En 2018, le Parlement fédéral

adoptait une résolution appelant le gouvernement à jouer un rôle actif dans le processus de négociation pour l'interdiction des robots tueurs. Et l'accord de coalition du gouvernement actuel stipule également que la Belgique « prendra l'initiative en vue d'arriver à un cadre réglementaire sur les systèmes des armes entièrement autonomes, en vue d'une interdiction internationale ». L'accord de coalition est également une première parmi les pays de l'Otan.

En avril, la Belgique a pris la présidence du groupe d'experts. La Belgique est donc dans une position cruciale pour relancer les discussions. C'est une occasion unique pour la diplomatie belge de travailler de manière ambitieuse à un traité international qui interdise les robots tueurs et assure un contrôle humain significatif sur les armes.

Notre appel

Nous appelons donc la ministre des Affaires étrangères à prendre exemple sur la réputation de pionnier de la Belgique dans le domaine du désarmement humanitaire. La Belgique ne doit accepter rien de moins dans le cadre de la Convention sur certaines armes conventionnelles qu'un mandat de négociation pour parvenir à un traité international. Il n'est pas encore trop tard, mais le temps presse. Plus que jamais, des actions concrètes et une percée diplomatique sont nécessaires si nous voulons protéger les générations futures des scénarios d'horreur.

Les armes entièrement autonomes sont moralement inacceptables et réduisent les décisions de vie ou de mort à un calcul algorithmique. En tant que société, nous ne pouvons pas accepter cela.

LIRE AUSSI

Peu coûteux et efficaces, les drones font entrer la guerre dans une nouvelle ère ([https://plus.lesoir.be/354236/article/2021-02-10/peu-couteux-et-efficaces-les-drones-font-entrer-la-guerre-dans-une-nouvelle-ere?](https://plus.lesoir.be/354236/article/2021-02-10/peu-couteux-et-efficaces-les-drones-font-entrer-la-guerre-dans-une-nouvelle-ere?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%259)

[referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%259](https://plus.lesoir.be/354236/article/2021-02-10/peu-couteux-et-efficaces-les-drones-font-entrer-la-guerre-dans-une-nouvelle-ere?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%259)